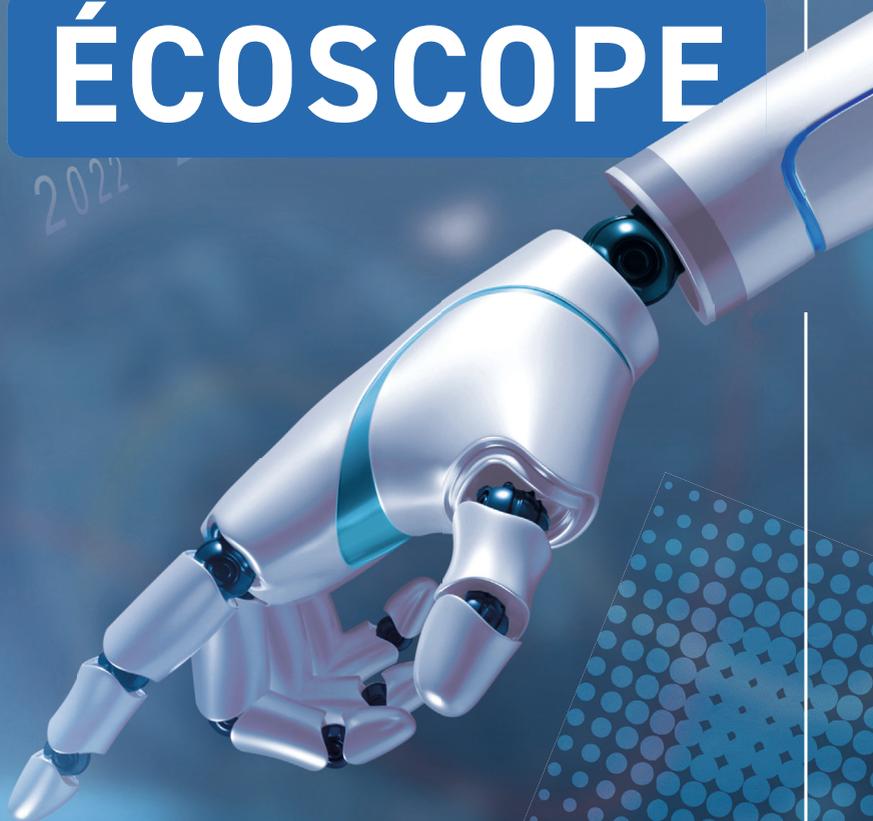




Les Tablettes Lorraines
VOTRE HEBDOMADAIRE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DOSSIER SPÉCIAL

ÉCOSCOPE



2024
DANGERS
ET OPPORTUNITÉS

BÂTIMENT
ADAPTATION ET
VIGILANCE

INDUSTRIE
HYDROGÈNE :
LE FILON RÉGIONAL



**Grand Est
Cybersécurité**

CENTRE D'ASSISTANCE DE PROXIMITÉ

**Le service d'assistance
gratuit aux victimes
de cyberattaques**

**Pour les PME, ETI,
collectivités et associations
du Grand Est**

0970 512 525
(appel non surtaxé)

cybersecurite.grandest.fr

Soutenu par



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE



La Région
Grand Est

GRAND
ENOV+

AGENCE D'INNOVATION &
DE PROSPÉCTION INTERNATIONALE

OFFRE DU MOMENT

ABONNEMENT

100% NUMÉRIQUE

NOUVEAU TARIFS 2023

60€ / par an ~~96€~~



**Je m'abonne
en ligne en flashant
le QR code**



- + Tous les articles du site en illimité
- + Le journal numérique + (archives)
- + 100% des annonces légales
- + Espace personnalisé
- + Paiement en ligne



Les Tablettes Lorraines
VOTRE HEBDOMADAIRE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

UNE QUESTION ? Contactez-nous à l'adresse suivante : abonnement@tabletteslorraines.fr



ÉDITO

Un autre monde... ■



Adaptation et vigilance ! Les deux maîtres mots à avoir à l'esprit pour affronter une année 2024 qui s'annonce délicate. 2023 s'étiole tranquillement sur fond de conjoncture économique loin d'être des plus optimistes. Les différentes enquêtes, baromètres et statistiques dressent un tableau loin d'être engageant. Bon nombre d'observateurs voient un nouveau coup de frein de l'économie nationale. Au niveau régional, les perspectives macro-économiques sont de la même veine. Dans son dernier tableau de bord, le Ceser Grand Est (Conseil économique social et régional) assure que la région est entrée dans une phase de décélération. À l'écoute des différents représentants de la sphère entrepreneuriale, il est fort de constater que le discours est loin d'être engageant. Les formes y sont naturellement mises, histoire de ne pas en rajouter au climat anxieux ambiant. Les fonds d'investissement régionaux s'interrogent également sur le modèle économique chez bon nombre de structures régionales. L'investissement ira vers celles qui auront un modèle économique viable et des potentiels de développement certain. Les autres n'auront que les yeux pour pleurer. L'adaptation demandée est parfois tout simplement impossible quand les trésoreries sont aux abois. La période actuelle se résume, pour nombre d'entreprises, à celle du solde de la période Covid. À l'instar du virus, les stigmates peuvent persister sur une longue durée avant l'échéance fatale. Si l'on rajoute à cela le sacro-saint mille-feuilles administratif et normatif qui pèse de plus en plus sur les moteurs de l'activité économique, l'année à venir pourrait ressembler à ce dernier trimestre 2023 mais en pire ! Les feuilles de route engagées autour des diverses transitions se veulent comme les voies à emprunter pour s'inscrire dans ce nouveau monde économique naissant. La sphère locale ne peut que s'y préparer pour ne pas trop le subir.

Emmanuel VARRIER

« **Adaptation et vigilance ! Les deux maîtres mots à avoir à l'esprit pour affronter une année 2024 qui s'annonce délicate.** »

Sommaire

| | |
|---|----|
| Conjoncture : 2024 : année de tous les dangers et de toutes les opportunités | 10 |
| Bâtiment : entre adaptation et vigilance ... | 12 |
| Entrepreneuriat : quels sont les nouveaux codes de l'entreprise de demain ? | 14 |
| Industrie : à la conquête de l'eldorado hydrogène | 16 |
| Intelligence artificielle : un allié ou un ennemi pour les entreprises ? | 18 |
| Travaux publics : un besoin de visibilité pour continuer les transitions | 20 |
| Événementiel : la filière renforce sa structuration | 22 |
| Jeux Olympiques 2024 : l'entrepreneuriat français à l'aube d'une opportunité sans précédent | 24 |
| Tourisme : les professionnels régionaux tentent d'anticiper | 25 |
| Banques : vers une nouvelle ère pour les banques en ligne ? | 26 |
| Assurance : adaptation continue, les entreprises vont-elles en faire les frais ? | 28 |
| Bien-être : un marché en plein essor | 30 |



Le levier de votre croissance

Le Groupe ILP, capital investisseur de proximité, développe et renforce les fonds propres des startups comme des PME dans tous les secteurs d'activités.

www.groupe-ilp.com





CONJONCTURE

2024 : année de tous les dangers et de toutes les opportunités ■

ADAPTATION CONTINUE, MAIS JUSQU'À QUAND ? 2023 S'ACHÈVE DANS UN CONTEXTE CONJONCTUREL PLUS QUE HOULEUX. SEMAINE APRÈS SEMAINE, LE MILLEFEUILLE DES INCERTITUDES NE CESSE D'AUGMENTER. LA CRISE GÉOPOLITIQUE EN MARCHÉ CONDITIONNÉE PAR LE RÉCENT CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN ACCENTUERA LES PROBLÉMATIQUES NATIONALES DÉJÀ PRÉSENTES. CRISE ÉNERGÉTIQUE, IMMOBILIER EN BERNE, INSÉCURITÉ GÉNÉRALE, INFLATION MAÎTRISÉE MAIS À UN NIVEAU ÉLEVÉ, LES RÉPERCUSSIONS LOCALES SONT DÉJÀ PALPABLES. LES TRANSITIONS EN MARCHÉ AUJOURD'HUI TENTENT DE COHABITER AVEC CETTE GESTION DU QUOTIDIEN DE PLUS EN PLUS DÉLICATE POUR LA SPHÈRE ENTREPRENEURIALE. INDUSTRIE, BÂTIMENT, TRAVAUX PUBLICS, SERVICES, COMMERCE, TOUS LES PANS DE L'ACTIVITÉ DES TERRITOIRES S'INTERROGENT POUR CONSTRUIRE L'AVENIR. QUID DU COMMENT EN LOCAL ? 2024 S'ANNONCE DÉJÀ COMME L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS, ET DE TOUTES LES OPPORTUNITÉS...



2024 arrive à grande vitesse avec son lot d'interrogations sur l'évolution générale de la conjoncture et les répercussions sur nos territoires.



«L'année 2024 sera plus difficile que 2023 ! Nous entrons réellement dans le solde de la période Covid !» C'était le 15 novembre à Nancy, François Asselin, le président national de la CPME allait intervenir devant ses troupes meurthe-et-mosellanes dans les Grand salons de l'hôtel de ville de Nancy. «L'économie est un cycle. Il y aura des perturbations et de la casse. L'investissement va être bien moindre pour bon nombre d'entreprises et beaucoup vont mettre un genou à terre.» En quelques mots, il résume la situation actuelle et les perspectives des mois à venir. En 2024, l'écosystème entrepreneurial va entrer encore un peu plus dans le dur. «Nous sommes aujourd'hui dans une phase de décélération», note de son côté Jean-Paul Nollet, le président du groupe de travail conjoncture du Conseil économique, social et environnemental régional (Ceser) Grand Est à l'occasion de la présentation de son 21e tableau de bord de la conjoncture économique de la région fin novembre.

Tous les voyants s'affichent à l'orange pour ne pas dire au rouge et interrogent légitimement sur la réelle vitalité économique de la région. Signe évocateur, «la balance commerciale se tasse même si la tendance demeure positive.» Une tendance positive tirée par les exportations agricoles et agroalimentaires. Sans ces deux secteurs, la balance commerciale régionale serait déficitaire, une première depuis la création de la Région Grand Est !

MODÈLES ÉCONOMIQUES REMIS EN CAUSE

Le solde commercial de la région affiche aujourd'hui 1,4 milliard d'euros soit 5 milliards de moins qu'en 2021. Aura-t-on un jour une balance commerciale négative dans le Grand Est ? La question est aujourd'hui posée. «Il est certain que 2024

sera beaucoup plus compliquée que 2023. Il existe naturellement une disparité selon les secteurs. Le numérique et la tech en général continuent leur développement mais les secteurs traditionnels, à l'image du bâtiment ou de l'industrie, sont en difficulté certaine. Les entreprises qui affichent aujourd'hui un modèle économique qui ne fonctionnent plus risquent de disparaître», assure Benoît Voinot le directeur général du groupe ILP, fonds d'investissement régional. Réponse qui devrait se confirmer. Les défaillances d'entreprises s'accroissent avec un rythme de 1 000 défaillances par trimestre au niveau national. Sur un an, la hausse régionale affiche les 49,2 % dont 38,4 % pour la Meurthe-et-Moselle, 60,8 % pour la Moselle, 48,1 % pour les Vosges, seul la Meuse enregistre une baisse de 14 %. «Cette tendance devrait se poursuivre car bon nombre de TPE et de PME n'ont pas la trésorerie pour faire face au remboursement des PGE (Prêt garanti par l'État)», continue le président du groupe de travail conjoncture du Ceser Grand Est. D'après les chiffres fournis par le Ceser Grand Est, 40 % des entreprises ont remboursé leur PGE aujourd'hui et 60 % sont donc en phase de remboursement, du moins si elles le peuvent. «Les modèles économiques qui sont rentables mais qui traversent des difficultés, que l'on espère temporaires, pourraient être maintenus en injectant des fonds propres», continue le directeur général du groupe ILP. La trésorerie demeure le nerf de la guerre, si elle ne sert qu'au remboursement des PGE, impossible d'investir donc d'assurer un développement face à des marchés changeant. C'est dans ce contexte où la structure financière des entreprises va être



L'année 2024 sera plus difficile que 2023 ! Nous entrons réellement dans le solde de la période Covid !





Liaison ferroviaire Lorraine vers le Sud : déraillement en vue ? ■

Le bout du tunnel pour un retour réel des liaisons ferroviaires de la Lorraine vers le Sud ? Cela semblait être sur des bons rails depuis l'annonce du cabinet du ministre des Transports, le 26 octobre, de la mise en place d'un Train d'équilibre du territoire (TET) reliant la Lorraine à Lyon et au sud de l'Hexagone. Cela risque de coïncider, voire même tout simplement de dérailler, au niveau de son financement. Dans une phase transitoire, les premiers trains pourraient rouler à partir de 2025 grâce à des rames prêtées par la Région Grand Est. Deux allers et retours quotidiens entre Metz et Lyon via Nancy, Toul et Dijon sont programmés. Clément Beaune, le ministre des Transports a assuré le soutien financier de l'État. Il devrait prendre en charge la moitié du déficit prévisionnel d'exploitation. Le financement de cette phase transitoire a été discuté avec les collectivités territoriales concernées fin novembre. La pilule ne passe pas pour bon nombre ! «L'État nous a présenté la facture : 33,8 M€. Comment cette facture a-t-elle pu exploser de la sorte en à peine quelques semaines ? Avec en plus, un temps de parcours qui ne sera manifestement pas compétitif, c'est-à-dire un déficit d'exploitation qui risque fort de se creuser, c'est-à-dire potentiellement un train d'équilibre du territoire dont la perspective sera remise en cause d'ici à 2029», assure Chaynesse Khirouni, la présidente du département de Meurthe-et-Moselle.



l'élément moteur (ou non) de la poursuite d'activité, que l'année 2024 se profile. La résilience d'hier se mue en adaptation continue. Les différents plans stratégiques de développement engagés notamment au niveau des différentes transitions, énergétique, numérique mis en œuvre dans la région et leur déclinaison en local se veulent être les moteurs d'un développement dans un futur plus ou moins proche. La région abat ses cartes et ses atouts et ils sont nombreux.

ADAPTATION STRUCTURELLE

Exemple typique dans l'univers de la transition énergétique où la filière hydrogène en cours de réelle structuration pourrait s'afficher comme un vecteur de croissance indéniable. Au même titre que le développement du photovoltaïque avec l'an-

nonce de l'implantation, notamment en Moselle et bientôt, selon certaines sources, en Meurthe-et-Moselle, d'industriels spécialisés dans la fabrication de panneaux solaires. La quasi-totalité des territoires s'engage dans cette transition énergétique, mère de tous les développements. Dans sa dernière livraison du label Territoire d'Industrie, programme étatique lancé en 2018 afin d'amplifier la dynamique de réindustrialisation dans les territoires, trois territoires meurthe-et-mosellans sont présents, Val de Lorraine, le Pays du Lunévillois et Terres de Lorraine. Ce dernier ambitionne de développer son tissu industriel en intégrant les problématiques nouvelles dont la transition environnementale. Requalification des friches, investissements pour le maintien d'infrastructures stratégiques pour le transport du fret ou encore déploiement d'un plan de déve-

loppement de production d'ENR photovoltaïque. Un genre de réindustrialisation version ENR qui entraîne également son lot d'interrogations et vu, par certains, avec une extrême vigilance. Cette adaptation, aussi bien structurelle que sur le développement de nouvelles activités, s'opère dans un climat conjoncturel national et international des plus mouvementés. «L'incertitude est de mise, c'est indéniable ! Il nous est aujourd'hui difficile de se projeter mais si vous ne faites rien, vous courez directement à la perte. Il nous faut aujourd'hui saisir toutes les opportunités mais encore faut-il que l'on puisse les maîtriser», assure bon nombre de chefs d'entreprise. Allez de l'avant en tentant d'éviter les embûches, 2024 s'annonce sportive et rien à avoir avec les futurs Jeux Olympiques à Paris...

Emmanuel VARRIER

FIGELOR RENFORCE SA PRÉSENCE EN GRAND EST



X



CONSEILS



COMPTABILITÉ



FISCALITÉ



JURIDIQUE



SOCIAL



AUDIT LÉGAL

NANCY

METZ

STRASBOURG

MUNSTER

INGWILLER



BÂTIMENT

Entre adaptation et vigilance... ■

DANS UN CLIMAT OÙ LES AUTORISATIONS DE LOGEMENTS ENREGISTRENT UNE CHUTE DRASTIQUE, L'ANNÉE 2024 S'ANNONCE PLUS QUE DÉLICATE POUR LA SPHÈRE DU BÂTIMENT. RESTE QUE DERRIÈRE LES CHIFFRES, IL Y A LES FEMMES ET LES HOMMES DE CE SECTEUR. EN MEURTHE-ET-MOSELLE, LA VIGILANCE DEMEURE DE MISE MAIS LE SALUT PASSERA PAR L'ADAPTATION. PRISE DE TEMPÉRATURE AVEC ALBAN VIBRAC, LE PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DU BTP DE MEURTHE-ET-MOSELLE.



Une baisse de 38,5 % en septembre dernier des autorisations de logements et une timide résistance en matière de mise en chantier avec un + 0,7 % en Meurthe-et-Moselle. Les chiffres de la CERC (Cellule économique régionale de la construction), l'observatoire régional de la filière Construction ne laissent rien présager de bon pour l'année 2024. Pas un scoop, la crise de la construction neuve en Meurthe-et-Moselle comme partout dans la région inquiètent les professionnels de la filière. «La construction neuve, c'est un tiers de l'activité du bâtiment. Il est certain qu'aujourd'hui, la chute est conséquente mais dans leur globalité, les entreprises font face et s'adaptent.» Dans son bureau de la Fédération du BTP de Meurthe-et-Moselle à Nancy, Alban Vibrac, son président, affiche un pragmatisme à quasi toute épreuve. «J'aime bien l'optimisme. Il est certain que l'on commence à sentir le vent souffler. Nous demeurons vigilants mais pas encore inquiets.» Ces propos, il les tenait à la fin du mois de juin à la veille de l'assemblée générale de sa fédération. Six mois plus tard, les notes conjoncturelles confirment cette inquiétude. «La construction résidentielle plonge littéralement. Après un creux de 2018 à 2021, la construction résidentielle était à bon niveau en 2022 dans la région (26 900 constructions de logements). À la fin 2022, un sévère repli s'est fait ressentir avec une baisse - 15 %. Seuls le Haut-Rhin et la Meurthe-et-Moselle résistent», peut-on lire dans le 21e tableau de bord du Conseil économique social environnemental régional (Ceser) Grand Est paru fin novembre. Une situation conjoncturelle que le président de la Fédération du BTP de Meurthe-et-Moselle appréhende mais toujours sous l'angle de cette nécessaire adaptation pour faire face.

CAP SUR LE PHOTOVOLTAÏQUE

Le champ de la rénovation énergétique, déjà présent, est l'un des chemins dans lequel les professionnels du bâtiment se sont engagés. Aujourd'hui un autre levier à actionner pour le président de la Fédération du BTP de Meurthe-et-Moselle est celui du photovoltaïque. «C'est une volonté de l'État de développer et d'accélérer dans ce domaine. C'est une opportunité pour nos entreprises. C'est un peu comme avec la rénovation énergétique il y a quelques temps. Le photovoltaïque est un marché en devenir. Les entreprises locales doivent y être présentes et se l'approprier histoire que cela ne bénéficie pas uniquement qu'aux grands groupes.» La Fédération du BTP de Meurthe-et-Moselle assure avoir pris le dossier en main et devrait fournir un plan d'action dès l'année prochaine. «Il faut inciter nos entreprises à former leur collaborateurs dans ce domaine. Dans le même ordre d'idée, il nous faut également former nos futurs collaborateurs. Des actions seront menées en lien avec les CFA (Centres de formation des apprentis).» À côté de cette vigilance face à une conjoncture mouvante, l'adaptation s'affiche comme l'élément clé pour les années à venir. «L'adaptation est continue au niveau des nouvelles activités à appréhender, à l'image du photovoltaïque mais également au niveau de la mutation des marchés», constate Alban Vibrac. «Il y a une véritable mutation des marchés. Nous avons du mal à engager des travaux car bon nombre de donneurs publics ou pri-



«La construction neuve, c'est un tiers de l'activité du bâtiment. La chute est conséquente mais dans leur globalité, les entreprises font face et s'adaptent», assure Alban Vibrac, le président de la Fédération du BTP de Meurthe-et-Moselle.

vés sont toujours à la recherche de prix. Les niveaux de prix sont toujours bas aujourd'hui au niveau des attributions. À cette donne, il faut ajouter que les marchés sont toujours de plus en plus conflictuels. C'est le gros du travail du service juridique de la fédération. Le tout avec des délais de paiement qui s'allongent.» Mis bout à bout, le tableau dressé en cette fin d'année pourrait apparaître plus que terne. 2024 sera plus que délicate. Il faudra attendre 2025 et 2026 pour voir une certaine embellie. La sphère du bâtiment le sait pertinemment. Adaptation et vigilance, demeurent les deux maîtres mots pour l'année à venir.

Emmanuel VARRIER

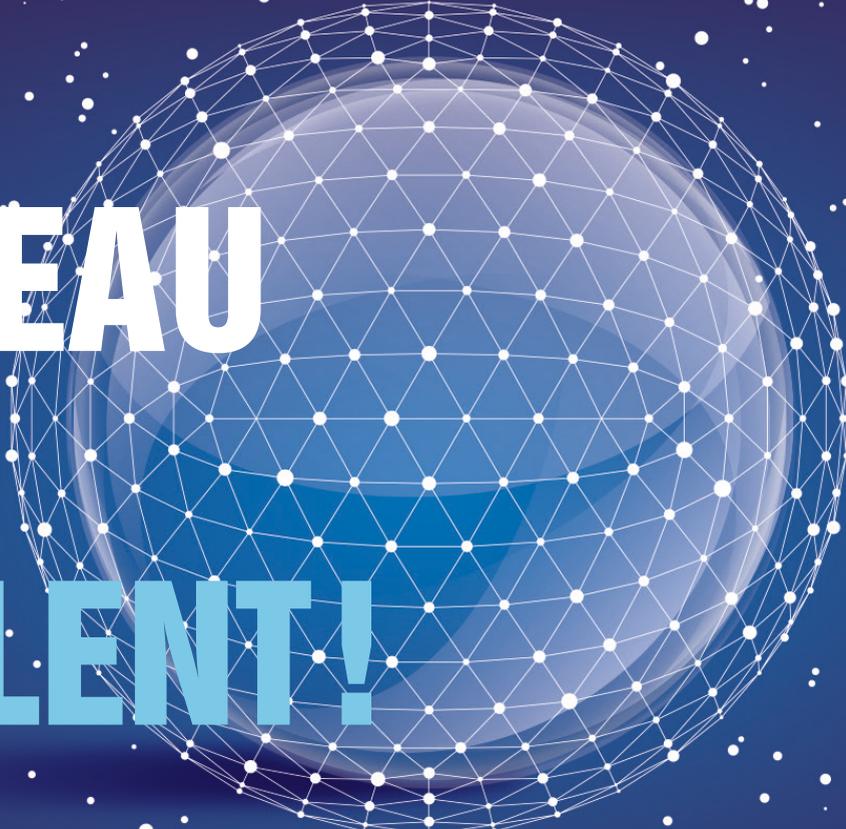
«Le photovoltaïque est un marché en devenir. Les entreprises locales doivent y être présentes et s'approprier ce marché.»

Alban Vibrac, le président de la Fédération du BTP de Meurthe-et-Moselle.

La Fédération BTP 54 avec les clubs sportifs amateurs ■

Parrainer des clubs sportifs amateurs ! Au-delà de l'aspect purement anticipation histoire de faire face à une conjoncture plus que délicate, la Fédération du BTP de Meurthe-et-Moselle entend engager l'an prochain ce chantier version RSE (Responsabilité sociétale des entreprises). «L'objectif est de mettre en relation cinq clubs avec cinq entreprises pour travailler sur les jeunes de ces clubs en lien avec les éducateurs», assure Alban Vibrac, la président de la Fédération du BTP de Meurthe-et-Moselle.

LA FFB, UN RÉSEAU SANS ÉQUIVALENT!



Présente dans toutes les régions
et départements, la FFB rassemble
50 000 adhérents, dont
35 000 artisans, dans 32 métiers

#1JEUNE1SOLUTION



ADHÉRER À LA FFB ?

Contactez-nous : contact@d54.ffbatiment.fr ou au 03-83-30-80-73.

Plus d'infos sur notre site internet : www.btp54.ffbatiment.fr





ENTREPRENEURIAT

Quels sont les nouveaux codes de l'entreprise de demain ? ■

DANS UN ENVIRONNEMENT EN PLEIN MOUVEMENT, L'ENTREPRISE DOIT S'ADAPTER AFIN DE RESTER COMPÉTITIVE SUR LE MARCHÉ. LES NOUVELLES TECHNOLOGIES ET L'IA SONT LES NOUVEAUX OUTILS SUR LESQUELS PEUT MISER POUR SE DISTINGUER. AVEC LES AVANCÉES TECHNOLOGIQUES, LES CHANGEMENTS SOCIÉTAUX ET LES NOUVELLES ATTENTES DES EMPLOYÉS, LA QUESTION QUI SE POSE AUJOURD'HUI DANS L'UNIVERS ENTREPRENEURIAL : QUELS SONT LES NOUVEAUX CODES DE L'ENTREPRISE DE DEMAIN ?



Miser sur l'intelligence artificielle et la RSE pour bâtir l'entreprise de demain.

Avec les mutations technologiques et sociales, l'entreprise doit sans cesse s'adapter pour évoluer. L'une des clés de cette évolution réside dans sa capacité à suivre les nouvelles tendances. En investissant dans l'analyse des tendances, l'entreprise peut prendre les bonnes décisions dans le futur. L'obtention des informations pertinentes sur les nouvelles technologies et les tendances du marché permettra à l'entreprise de réagir rapidement aux changements et de surpasser la concurrence. Connaître les nouveaux codes de l'entreprise de demain est essentiel.

LA CRÉATION D'UNE ENTREPRISE À IMPACT POSITIF

Au cours des dernières années, la tendance à créer des entreprises à impact s'est renforcée. Les entrepreneurs veulent de plus en plus combiner performance de l'entreprise et impact positif sur la société et l'environnement. Selon le Mouvement Impact France, cette forme d'entreprise repose sur 4 principaux piliers, à savoir : l'impact social, l'impact écologique, le partage du pouvoir et le partage de la valeur. Ce dernier pilier se concrétise par l'adoption d'une stratégie financière éthique, ainsi que par des pratiques de gestion équitables et transparentes.

LE DÉVELOPPEMENT DE SA MARQUE EMPLOYEUR

Aujourd'hui, les candidats sont de plus en plus exigeants envers les entreprises. La marque employeur représente l'image de l'entreprise sur le marché de l'emploi. Elle joue un rôle primordial dans le recrutement, la fidélisation des salariés et la réputation globale de l'entreprise. Les structures qui accordent de l'importance à la marque employeur peuvent attirer des talents plus facilement, mais aussi les fidéliser. En investissant sur cet élément, l'entreprise renforce sa position concurrentielle sur le marché du travail.

L'ORIENTATION VERS LE LOCAL

L'Observatoire E.Leclerc des nouvelles consommations a réalisé une étude Ipsos qui a montré que 82 % des Français privilégient l'achat de produits d'origine France, et 77 % préfèrent l'achat de produits locaux. L'orientation vers le local peut offrir plusieurs avantages à l'entreprise. On citera notamment une forte demande des produits ou services, une relation plus étroite avec la clientèle locale, et un avantage concurrentiel.

L'EXPÉRIENCE CLIENT AMÉLIORÉE

Face à l'évolution du marché, les clients deviennent de plus en plus exigeants. D'où la nécessité pour chaque entreprise d'améliorer son expérience client et miser sur la personnalisation. En mettant en place une stratégie marketing axée sur l'expérience client, l'entreprise bénéficie d'une amélioration de son image de marque et une augmentation de son chiffre d'affaires.

L'ÉQUILIBRE ENTRE L'UTILISATION DE L'IA ET LE TRAVAIL HUMAIN

L'entreprise de demain doit créer une synergie entre l'IA et le travail humain, en exploitant les avantages des deux parties. L'objectif étant d'améliorer l'efficacité, la performance et le bien-être général au sein de l'entreprise. Pour tirer profit de l'IA, l'entreprise doit l'utiliser pour automatiser les tâches répétitives, ce qui va permettre au capital humain de se concentrer sur des activités nécessitant des compétences particulières. Le 17 novembre dernier, Cisco a publié une nouvelle étude, l'AI Readiness Index, interrogeant plus de 8 000 entreprises dans 30 pays. « Notre étude AI Readiness Index révèle un défi significatif pour les entreprises françaises. Avec seulement 4 % pleinement préparées à l'adoption de l'IA. La France possède tous les talents pour être un leader en IA, mais cela exige un engagement ferme des entreprises à augmenter leurs méthodes de travail et à investir dans l'avenir. Il est crucial de saisir cette opportunité pour ne pas se laisser distancer dans cette course rapide où l'IA a déjà commencé à redéfinir le paysage économique mondial », déclare Guillaume de Saint Marc, VP Engineering, chez Cisco France.

SM

ORGANISATION PATRONALE

2024: Accompagner les entreprises face aux échéances environnementales.

PORTE-PAROLE DE TOUTES LES ENTREPRISES, LE MOUVEMENT DES ENTREPRISES DE FRANCE EST L'INTERLOCUTEUR PRIVILÉGIÉ DES DÉCIDEURS ET DES POUVOIRS PUBLICS.

LE MEDEF54

Agissant dans l'intérêt des entreprises de notre territoire, le MEDEF 54 a plusieurs missions. Il accompagne les dirigeants dans tous les domaines touchant à la vie et au développement de leur entreprise. Ainsi, il communique et assure la promotion et l'esprit "entrepreneur" en plaçant l'entreprise au cœur de la société. Il informe et favorise également le dialogue permanent entre les chefs d'entreprise en développant leur réseau, tout au long de l'année, lors de rencontres telles que des petits-déjeuners, débats, afterworks, rencontres conviviales, conférences prestigieuses.

Le MEDEF 54 représente 1500 entreprises adhérentes dont 90% de TPE et PME et plus de 60 000 Salariés, ainsi que 10 Fédérations Professionnelles.

PANORAMA 2024

L'année dernière, Gilles CAUMONT, Président du MEDEF54, appelait de ses vœux à l'émergence d'une société de l'efficacité.

Selon lui, il s'agit de la meilleure réponse aux crises climatique, écologique, énergétique et démographique que nous traversons. Dans cette recherche de l'efficacité, la destination est claire mais les chemins pour y arriver sont multiples et souvent semés d'embûches.

La mission du Medef 54 est tracée :

- Aider chaque adhérent, en fonction de ses caractéristiques propres, à définir le meilleur chemin pour arriver au but,
- Dégager la route des obstacles législatifs, réglementaires et fiscaux que l'imagination de nos gouvernants ne manquera pas de placer sur son chemin,
- Continuer d'accompagner les entreprises de notre territoire sur le chemin de l'efficacité grâce aux outils et formations mis à leur disposition. Notre objectif est de leur présenter des solutions innovantes, adaptées à leur taille et respectueuses de leurs spécificités.

Ce "sur-mesure" que nous déployons depuis maintenant un an, se veut une réponse pragmatique à la réalité quotidienne des dirigeants d'entreprises.

Enfin, en 2024, le Medef 54 mettra encore plus en lumière les réalisations très concrètes de ses adhérents sur tous les sujets de l'efficacité. Notre territoire doit prendre pleinement conscience des efforts réalisés et des résultats obtenus par les entreprises, dans cette refondation nécessaire de l'économie.

L'adhésion du plus grand nombre d'entrepreneurs à notre mouvement est le gage de l'efficacité de nos actions. N'hésitez pas à relayer nos communications et à nous rejoindre pour contribuer à cet effort global pour une économie efficace.

L'ÉQUIPE EN CHARGE DES PROJETS :



Isabelle ARCEDIANO
Relations adhérents



Gilles CAUMONT
Président



Luc BERTOSSI
Délégué Général



Nadine BERAIN
Assistante de Direction



Zoé CONRATH
Chargée de Communication



Céline Martin
Assistante administrative
et commerciale

CONTACT MEDEF :

Isabelle Arcediano
Relations adhérents

Téléphone : 03.83.95.65.30
Email : iarcediano@medef54.fr
www.medef-meurthe-moselle.fr



INDUSTRIE

À la conquête de l'eldorado hydrogène ■

L'HYDROGÈNE, LE NOUVEL ELDORADO EN MATIÈRE DE DÉCARBONATION DE L'INDUSTRIE ! LA LORRAINE ABAT AUJOURD'HUI SES CARTES. À CÔTÉ DE L'ANNONCE DE LA PRÉSENCE D'HYDROGÈNE BLANC DU CÔTÉ DE FOLSCHVILLER EN MOSELLE, SUITE AU RECHERCHE DU PROJET REGALOR MENÉE PAR LES CHERCHEURS DE L'UNIVERSITÉ DE LORRAINE ET DU CNRS EN PARTENARIAT AVEC LA FRANÇAISE DE L'ÉNERGIE, LES PROJETS SE MULTIPLIENT. DERNIER EN DATE, LE PROJET CARLHYNG DE VERSO ENERGY SUR LA PLATEFORME DE CARLING.



«La filière aujourd'hui se structure et gagne en maturité !

L'hydrogène est un moteur dans notre mission de rendre possible un mix-énergétique décarboné et compétitif.» C'était à la fin du mois d'octobre à Carling, Antoine Huard, l'un des fondateurs de Verso Energy, présentait le projet de l'installation de la première unité de production d'hydrogène renouvelable dans l'Hexagone sur le site de la plateforme de Carling-Saint-Auold. Nom de code : CarlHYng. 450 M€ d'investissement pour cette unité programmée sur un terrain de neuf hectares sur une ancienne zone de stockage de déchets inertes sur la plateforme pétrochimique lorraine. Une concertation préalable est aujourd'hui en cours (jusqu'au 18 décembre). L'enquête publique pourrait voir le jour à la mi-2025. Trois unités de production d'hydrogène par électrolyse de l'eau (de 100 mégawatts chacune fournis par Siemens Energy) seront successivement mises en service. La première en 2027, la seconde en 2029 et la troisième en 2030. À terme, la production cumulée devrait atteindre les 51 000 tonnes d'hydrogène par an (17 000 tonnes par unité d'une puissance de 100 MW). Ce vaste projet est réalisé en partenariat avec les gestionnaires de réseau RTE pour l'électricité : GRTgaz pour le gaz. RTE va tirer une ligne souterraine de 400 000 volts sur près de 2 km pour alimenter les trois futures unités de production. GRTgaz connectera les installations du futur réseau de transport d'hydrogène MosaHYC (Moselle Sarre Hydrogène Conversion). «Nous avons déjà enregistré plusieurs marques d'intérêts



Le projet CarlHYng de production d'hydrogène renouvelable bas carbone sur la plateforme de Carling-Saint-Auold est l'un des exemples du développement de cette filière visant à la décarbonation de l'industrie.

© Verso Energy

de la part d'industriels français et trans-frontaliers.» SHS (Saar holding stahl), troisième producteur allemand d'acier, est l'un des premiers à avoir annoncé son raccordement à ce futur réseau à l'horizon 2027. Une réponse à la décarbonation des industriels aujourd'hui en marche.

LA LORRAINE, TERRE D'HYDROGÈNE

Le projet CarlHYng est l'un des exemples des différents programmes aujourd'hui développés dans la région au niveau de la filière hydrogène. La Lorraine, terre d'hydrogène ? La réponse se veut plus qu'affirmative. Le projet Regalor, menée les chercheurs de l'Université de Lorraine et du CNRS avec l'entreprise la Française de l'Énergie pourrait faire de la région l'un des plus importants gisements d'hydrogène blanc. Ce projet s'ajoute à d'autres menés par la Française de l'Énergie dont celui dit de la concession Bleue Lorraine visant à l'extraction de gaz de couche présents dans les anciennes

veines du bassin minier lorrain. Ce projet a connu une avancée notable à la fin novembre. Dans un communiqué en date du 23 novembre, la Française de l'Énergie assure qu'elle a obtenu par décret en date du 20 novembre 2023, la concession dite Bleue Lorraine, d'une surface totale de 191 km² jusqu'au 1^{er} janvier 2040 afin de valoriser ses ressources gazières certifiées en Lorraine. «Nous portons, depuis plus d'une décennie, le projet de valorisation de gaz local, une ressource écologiquement et économiquement compétitive. Nous allons pouvoir impacter positivement l'empreinte carbone du territoire en venant réduire de l'énergie importée et ainsi contribuer à la sécurité énergétique, à la décarbonation de l'industrie et au développement plus rapide d'écosystèmes hydrogènes dans la région», assure Julien Moulin, le président de la Française de l'Énergie. Reste que cette typologie de projets demeurent très controversés. La machine semble tout de même lancée malgré plusieurs oppositions.

Emmanuel VARRIER

La stratégie hydrogène ■

Déployer l'hydrogène dans la région ! Objectif affiché par la Région Grand Est depuis 2020. «L'hydrogène vert constitue un formidable levier au service de la transition écologique et environnementale dans la mesure où il offre des potentiels inestimables en faveur du déploiement des énergies renouvelables, du mix énergétique mais aussi des mobilités durables ou encore de l'industrie», peut-on lire dans un document sur la stratégie hydrogène pour la région à l'horizon 2030. L'hydrogène-énergie s'affiche comme une des clés pour décarboner l'industrie.



Entrepreneurs de Lorraine,
Nous vous accompagnons
au quotidien pour
gérer votre entreprise
Et si on en discutait ?



Yzico.fr



Comptabilité & Gestion
Juridique & Fiscalité
Social & RH
Dirigeant & Vie personnelle
Audit & Organisation
Digital & Innovation



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Un allié ou un ennemi pour les entreprises ? ■

EN PLEINE CROISSANCE, L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE SE DÉVELOPPE DE PLUS EN PLUS AU SEIN DES ENTREPRISES. CERTES, ELLE REND LES STRUCTURES PLUS RÉILIENTES ET PLUS COMPÉTITIVES, MAIS ELLE POSE SES PROPRES DÉFIS ET INQUIÉTUDES. ALORS, QUELS SONT SES AVANTAGES ET SES INCONVÉNIENTS ?



Au niveau des entreprises, la présence de l'intelligence artificielle ne cesse de croître.

Selon John McCarthy, le principal pionnier de l'intelligence artificielle, celle-ci se définit comme «*la science et l'ingénierie de la fabrication de machines intelligentes, en particulier de programmes informatiques intelligents.*» Abrégée souvent par le sigle «IA», elle désigne un domaine scientifique regroupant une diversité de techniques et de technologies, visant à développer des machines intelligentes, capable d'effectuer des tâches nécessitant l'intelligence humaine. Ces appareils peuvent raisonner, apprendre et même prendre des décisions tout en se basant sur des algorithmes complexes ainsi que des analyses de données. L'objectif étant de faciliter le quotidien des êtres humains. En constante évolution, ce concept est actuellement utilisé dans différents domaines, dont la robotique, la reconnaissance vocale, les systèmes de sécurité, les systèmes de contrôle, la reconnaissance de l'écriture manuscrite, les jeux et bien d'autres.

L'IA, UNE MINE D'OR...

L'utilisation de l'intelligence artificielle au niveau des entreprises a déjà fait ses preuves. Ce concept, qui a révolutionné le monde des affaires, apporte une multitude d'avantages permettant d'optimiser la croissance des structures. L'automatisation des tâches routinières et répétitives est l'un des principaux avantages. Cette opération permet aux sala-

riés de se concentrer plus sur les fonctions stratégiques et créatives, ce qui augmente considérablement leur efficacité et leur productivité. Grâce aux algorithmes de l'IA, les entreprises peuvent prendre des décisions stratégiques éclairées, basées sur des informations précises et fiables. Ces algorithmes, qui analysent de grands volumes de données rapidement, offrent aux dirigeants une vue d'ensemble sur leurs entreprises. Le recours à l'IA contribue également à l'amélioration du service à la clientèle ainsi que la communication des entreprises grâce aux chatbots. Ces logiciels, basés sur l'IA, stimulent et traitent des conversations avec des usagers humains tout en fournissant une assistance 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Ils permettent également de réduire le temps de réponse, mais aussi d'augmenter les ventes et par conséquent le chiffre d'affaires des entreprises. De plus, l'intelligence artificielle permet de réduire les erreurs humaines et de garantir une efficacité ainsi qu'une précision élevées. Les entreprises font appel à ce concept pour automatiser les tâches, nécessitant rapidité et vigilance, entre autres, les calculs complexes et l'analyse des données. Les systèmes de sécurité peuvent être également améliorés grâce à l'IA. Celle-ci permet non seulement d'améliorer la gestion du parc informatique, mais aussi de garantir la confidentialité des données et de prévenir les risques informatiques et les cyberattaques.

... OU UNE MENACE POUR LES ENTREPRISES ?

Malgré les avantages qu'elle offre aux entreprises, l'intelligence artificielle présente également certains inconvénients. Généralement, la mise en place des nouvelles technologies peut être coûteuse pour les entreprises. L'intelligence artificielle n'échappe pas à la règle et engendre des coûts supplémentaires, notamment ceux liés au développement des logiciels, à l'acquisition du matériel, à la formation et à la maintenance continue. Bien que l'intelligence artificielle permette de réaliser un très grand nombre de tâches avec précision, elle ne peut pas remplacer la connexion humaine, qui constitue la base de la gestion d'équipe. L'automatisation des tâches entraîne des déplacements d'emplois pour certaines fonctions et réduit le besoin au travail manuel, ce qui contribue à la hausse du chômage. Contrairement aux humains, les machines n'ont pas d'émotions ou de valeurs morales. Elles ne peuvent pas juger ce qui est faux ou juste, ni prendre des décisions face à des situations imprévues, dont elles n'ont pas été programmées. La mise en œuvre ainsi que la gestion des systèmes d'IA peuvent être compliquées et nécessitent une expertise.

MH

1 entreprise sur 2
subira au moins
une cyberattaque
cette année

**NOUS SOMMES
LÀ POUR VOUS !**



**Grand Est
Cybersécurité**

CENTRE D'ASSISTANCE DE PROXIMITÉ

Le service d'assistance
gratuit aux PME, ETI,
collectivités et associations
du Grand Est victimes
de cyberattaques.

0970 512 525
(appel non surtaxé)

cybersecurite.grandest.fr

Soutenu
par





TRAVAUX PUBLICS

Un besoin de visibilité pour continuer les transitions ■

DANS UN CLIMAT CONJONCTUREL BEAUCOUP MOINS DÉLICAT QUE LEURS COUSINS DU BÂTIMENT, LES PROFESSIONNELS DES TRAVAUX PUBLICS AFFICHENT UNE FEUILLE DE ROUTE BIEN ÉTABLIE RYTHMÉE PAR DEUX MOTS D'ORDRE : LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET L'INNOVATION. RESTE QUE SA MISE EN ŒUVRE NE POURRA ÊTRE RÉELLEMENT EFFICACE QU'AVEC UNE RÉELLE VISIBILITÉ. CETTE VISIBILITÉ PASSE NOTAMMENT PAR UNE AMÉLIORATION DE L'INGÉNIERIE DES DONNEURS D'ORDRE PUBLICS ET UN RESPECT DE DÉLAIS DE PAIEMENT.



Pour le moment tout va bien ou presque, du moins d'un point de vue statistiques conjoncturels! «Depuis le mois de janvier, en cumulé, nos carnets de commandes sont en hausse de près de 15 %. Clairement, nous ne sommes pas touchés comme nos confrères du bâtiment. La construction neuve et les chantiers TP qui en découlent ne représentent qu'entre 10 et 15 % de notre chiffre d'affaires.» Pas du genre à «crier au loup quand cela n'est pas nécessaire», Thierry Ledrich, réélu président de la Fédération des travaux publics de Lorraine le 17 novembre dernier demeure pragmatique. Les carnets de commandes sont remplis pour un peu plus de quatre mois en moyenne (source; CERC (Cellule économique régionale de la construction) pour le premier semestre 2023) et les tendances générales du secteur se veulent positives. «En septembre dernier, la production des travaux publics a progressé de 4,1 % sur un an et affiche une hausse de + 7,8 % au troisième trimestre 2023», peut-on lire dans la dernière note conjoncturelle de la Fédération nationale des travaux publics. «Si l'activité n'accélère pas au cours du trimestre (- 0,2 % comparé au premier trimestre), elle gagne cependant en constance par rapport à un début d'année qui manquait d'une orientation claire.»

BESOIN EN INFRASTRUCTURES

La Lorraine apparaît être dans la moyenne de cette tendance positive. «Il est impossible de prédire aujourd'hui ce qu'il en sera



Depuis janvier, en cumulé, les carnets de commandes dans les TP en Lorraine sont en hausse de + 15 %.

à la fin du premier trimestre 2024», tempère Thierry Ledrich. Une vigilance de mise car plusieurs voyants laissent présager certaines inquiétudes. En première ligne, et presque comme toujours, les délais de paiement. «Ils explosent littéralement et ce qui met en péril nos entreprises et leur trésorerie déjà impactée par les effets post-Covid.» Le tout avec une visibilité loin d'être optimale en termes de mise en chantiers de la part des donneurs d'ordre publics. «Il faut une plus grande transparence de la commande publique et une ingénierie plus efficace additionnée à plus de simplicité administrative pour une meilleure efficacité.» A31bis (dont la réponse se fait toujours attendre) en passant par les infrastructures ferroviaires du sud lorrain, autant d'interrogations aujourd'hui pour les professionnels des TP. «Le besoin en infrastructures est criant et il est fort de constater que l'on oppose toujours la route au ferroviaire. Sur ces sujets, nous avons toujours l'impression d'enfoncer des portes ouvertes.» Peser encore plus fort pour des prises de décision nécessaires en lien avec les autres organisations pro-

«Il faut une plus grande transparence de la commande publique et une ingénierie plus efficace additionnée à plus de simplicité administrative pour une meilleure efficacité.»

Thierry Ledrich, récemment réélu à la présidence de la FTP Lorraine.



© FTP Lorraine

«Les délais de paiement explosent littéralement et ce qui met en péril nos entreprises et leur trésorerie déjà impactée par les effets post-Covid», assure Thierry Ledrich, récemment réélu à la présidence de la FTP Lorraine.

fessionnelles, c'est l'un des vecteurs de la feuille de route de Thierry Ledrich pour son nouveau mandat. Au même titre, dans un autre volet, que l'intensification des synergies entre les organismes de formation et les potentiels candidats «pour contribuer à une image flatteuse des TP à travers une meilleure connaissance des métiers et des opportunités de carrière.» À l'instar d'autres secteurs du BTP, les travaux publics font partie des métiers en hypertension. Avoir des chantiers en perspective, c'est bien, avoir les femmes et les hommes pour les réaliser, c'est mieux...

Emmanuel VARRIER

De plus en plus vert... ■

Les TP en faveur de la transition écologique ! Début octobre, la Fédération nationale des travaux publics a organisé la 2^e édition de sa semaine «Acteurs pour la Planète» à Paris. Le secteur s'est engagé depuis janvier 2021 dans un vaste plan de transition écologique. Un vaste plan de formation à la transition écologique a été engagé. Plus de 400 dirigeants ont été formés à la mise en place d'une telle stratégie. D'ici à la fin de l'année, l'ensemble des organismes de formation et des entreprises disposeront d'un kit de formation à l'écoconduite des engins de chantier. La FNTP travaille également sur la fin du GNR (Gazole non routier) d'ici 2030 en demandant un fléchage des biocarburants vers l'activité TP.



PAROLES DE PROS

Spoofing, ou usurpation d'identité : attention à l'arnaque ! ■

LA DANGÉROSITÉ DES CYBERMENACES EST NON SEULEMENT LIÉE À LEUR COMPLEXITÉ TECHNIQUE, MAIS AUSSI À LA GRANDE VARIABILITÉ DE LEURS FORMES. RÉCEMMENT, ON OBSERVE UN BOND DE SPOOFING : UN PHÉNOMÈNE D'USURPATION D'IDENTITÉ NUMÉRIQUE POUR COMMETTRE DES ARNAQUES, PEU IMPORTE LE VECTEUR OU LE SUPPORT CHOISI.



UN FLÉAU DE PLUS EN PLUS PRÉSENT

Comme le spear fishing ou la fraude au président, cette méthode peut prendre de nombreuses formes : faux e-mails, adresses IP, sites web ou appels téléphoniques en présentant un numéro connu par les victimes.

Avec ces méthodes, le hacker est en mesure d'entrer en relation avec sa cible et d'accéder à ses systèmes ou ordinateurs dans le but de dérober des informations, d'extorquer de l'argent ou d'installer des logiciels malveillants ou d'autres logiciels dangereux.

Il est assez courant que les cyberattaquants usurpent plusieurs points de contact, tels qu'une adresse e-mail et un site web, pour établir la communication et de mener l'attaque proprement dite.

Prenons par exemple l'usurpation de l'identité d'un collègue ou d'un tiers de confiance de l'entreprise. Les cybercriminels recueillent un nombre important d'informations personnelles avant l'acte. Ils identifient des méthodes de travail, et parfois même les noms et prénoms de personnes gravitant autour de la cible pour composer un scénario convaincant. La cible partage ainsi des informations

avec l'attaquant de son plein gré. Comme les informations semblent valides, les victimes sont moins susceptibles de contre-vérifier sa provenance.

La meilleure façon de contrer ces attaques est de valider l'information directement auprès de la personne mentionnée, soit en personne ou par téléphone avant de partager l'information. Si la demande est faite par téléphone, raccrocher et rappeler le contact.

ZOOM SUR LA FRAUDE AU PRÉSIDENT

La fraude au président est une déclinaison de l'usurpation d'identité numérique. Cette fois les pirates vont cibler un collaborateur et s'adresser à lui en se faisant passer généralement pour le président de la société ou son avocat afin d'obtenir un virement. Cette demande apparaissant comme urgente et confidentielle, la personne contactée va parfois s'exécuter sans prendre le temps de la réflexion, et elle n'en parlera pas à ses collègues et n'éveillera donc pas les soupçons.

La victime reçoit plusieurs messages pressants indiquant par exemple que pour conclure une affaire le président a besoin que soit rapidement réalisé un virement

sur un compte bancaire. Cela se passe souvent une veille de week-end ou de jour férié, à un moment où le président n'est pas joignable. Les pirates jouent sur le stress et l'autorité pour que la personne effectue le virement demandé. Une fois réalisé, l'argent est difficile à récupérer.

La fraude au président est devenue l'une des principales cyberattaques dans le monde. Cette escroquerie, qui a recours à l'usurpation d'identité des dirigeants d'entreprise, est en hausse notable.

QUELQUES ÉLÉMENTS POUR DÉTECTER L'USURPATION D'IDENTITÉ

Il est parfois simple de détecter et de prévenir les attaques par mail ou par téléphone. Vous pouvez vous référer à la liste de questions ci-dessous pour redoubler de vigilance :

- Est-ce que la demande est sollicitée ou attendue ?
- La demande concerne-t-elle des informations confidentielles ou de informations bancaires ?
- L'entreprise utilise-t-elle un domaine différent ?
- Le site web ou le lien renvoie-t-il à une adresse HTTPS ?
- Le message contient-il une pièce jointe non sollicitée ?
- Est-ce que le message est adapté à votre situation professionnelle ?
- Le message contient-il des erreurs évidentes de grammaire et d'orthographe ?

En cas de doute sur une opération ou une demande, n'attendez pas, contactez votre interlocuteur par vos canaux habituels.

Sébastien GROSJEAN,
Responsable informatique
Yzico





ÉVÉNEMENTIEL

La filière renforce sa structuration ■

RÉVÉLÉE À L'OCCASION DE LA CRISE SANITAIRE, LA FILIÈRE ÉVÉNEMENTIEL N'A DE CESSÉ DE SE STRUCTURER ET COMMENCE RÉELLEMENT À FAIRE RECONNAÎTRE LE POIDS ÉCONOMIQUE QU'ELLE REPRÉSENTE SUR LES TERRITOIRES. LES ENJEUX À VENIR SONT DE TAILLE. LE POINT AVEC BÉATRICE CUIF-MATHIEU, DIRECTRICE DE DESTINATION NANCY ET RÉCENTE COPRÉSIDENTE DE L'UNIMEV (UNION FRANÇAISE DES MÉTIERS DE L'ÉVÈNEMENT).



© Unimev

«2023 a vu la mise en place d'une certaine normalité des événements ! Il nous faut continuer à répondre aux attentes sociétales», assure Béatrice Cuif-Mathieu, directrice générale de Destination et coprésidente de l'Unimev avec Philippe Pasquet.



«Nous sommes plus forts ensemble !» Cette maxime, Béatrice Cuif-Mathieu, directrice de Destination Nancy et récente coprésidente de l'Unimev (Union française des métiers de l'événement), présidence qu'elle assure en duo avec Philippe Pasquet, directeur général de GL Events Exhibitions depuis la fin octobre, aime la rappeler pour définir la marche engagée aujourd'hui par la filière des rencontres professionnelles et de l'événementiel. Un secteur économique à part entière, révélé à l'occasion de la crise sanitaire, et qui aujourd'hui entend continuer à afficher son poids et rôle dans le développement économique des territoires. «Notre industrie des rencontres professionnelles a été un accélérateur de la relance des entreprises et de nos territoires. 2023 est la première année sans contrainte sanitaire ! C'est une nouvelle normalité qui s'installe au fil des événements. D'après une étude de France Congrès, 95 % des événements sont plébiscités en présentiel et les événements virtuels enregistrent une baisse de 80 %. L'événement physique permet de fidéliser et de fédérer. Cette année a été riche en enseignement pour mettre en œuvre des

événements adaptés aux attentes sociétales. La RSE, le développement durable sont des leviers que nous avons actionnés depuis longtemps à Destination Nancy. Nous sommes l'une des premières structures à avoir été labellisée «Destination innovante durable» par le réseau France Congrès & Événements», assure la directrice générale de Destination Nancy. Quid de 2024 qui arrive ?

EFFETS LEVIERS

Deux mots d'ordre : adaptation continue et anticipation ! Le duo à la présidence de l'Unimev et leur équipe affichent un programme en six objectifs : poursuivre l'incarnation et conforter la force de l'Unimev comme interlocuteur de référence de la filière, développer une gouvernance agile et efficace, ainsi qu'une meilleure représentativité dans les territoires, investir dans la performance des événements (performance économique, performance ESG -Environnement, social et gouvernance-, et performance de l'innovation), faire collaborer l'ensemble des intervenants et strates de la filière au service de l'expérience clients, poursuivre le travail engagé

en matière de formation, d'attractivité des compétences et de détection des talents de demain et poursuivre une gestion rigoureuse et dynamique de la structure. «À travers notre binôme, nous affichons une complémentarité dans nos approches et sensibilités mais aussi dans les métiers, les entreprises et les territoires que nous représentons», assure le duo de présidents. À l'occasion de leur prise de fonction, le binôme met en avant une dizaine de propositions histoire d'anticiper les années à venir. Ils entendent notamment assurer une meilleure représentativité et influence dans les territoires par la nomination de référents régionaux. Un ancrage territorial et local fort et aujourd'hui bien palpable dans la région. «Les événements professionnels sont des outils clés avec de réels effets leviers pour l'économie et l'attractivité des territoires», assure Béatrice Cuif-Mathieu. L'an passé à Nancy, le club Eu'e-Terr s'est affiché comme le lanceur de cette démarche. «C'est une plateforme de réflexion collective sur les grands enjeux de la filière, en écho aux politiques publiques déployées tant au niveau national que local.» L'avenir de la filière se construit pas à pas à la force de l'intelligence collective !

Emmanuel VARRIER

Un réseau de femmes... ■

Pour un réseau de femmes de l'événementiel ! C'est l'une des volontés affichées de Béatrice Cuif-Mathieu, directrice générale de Destination Nancy et présidente de l'Unimev. 30 % de femmes sont aujourd'hui à des postes de direction générale de structure de l'événementiel professionnel. «C'est une réalité à mettre en avant. Quand j'ai débuté, il n'y avait que deux femmes dans des fonctions de direction de structure de l'événementiel au niveau national.» Faire découvrir des parcours, à l'image du sien, histoire de détecter les talents de demain.



ASSOCIATION DOMAINE DE L'ASNÉE

VOTRE ÉVÉNEMENT EST UNIQUE

Donnez une nouvelle dimension à vos prochains séminaires, réunions et formations, réservez tout au long de l'année au Domaine de l'Asnée. En plein cœur de la métropole de Nancy, à deux pas de l'autoroute et de la gare, découvrez un lieu d'exception qui offre un large choix de prestations et une flexibilité totale pour vos différents rassemblements professionnels.

Le Domaine de l'Asnée dispose de nombreuses salles de réunion de 16 à 250 places, ainsi que d'un amphithéâtre de 370 places ! Des espaces de travail dotés d'équipements audiovisuels et d'un système de wifi performant pour vos conférences, formations et meetings.

Sur près de 9 hectares, le Domaine de l'Asnée vous propose des locations de salles de travail et d'assemblées, un lieu d'hébergement pouvant accueillir jusqu'à 21 personnes et un espace de restauration pour vos petits-déjeuners, buffets et cocktails dînatoires. Une équipe d'organisation est à votre disposition pour faire de votre événement une réussite.



LOCATION DE BUREAUX, ESPACE DE TRAVAIL PARTAGÉ POUR COWORKERS

Idéalement situé à Villers-lès-Nancy, le Domaine de l'Asnée évolue et s'adapte aux nouvelles pratiques de travail parmi lesquelles le coworking à Nancy.

L'harmonie entre un extérieur verdoyant à l'architecture riche et un intérieur minimaliste propose une vision du monde du travail proactif et apaisant.



Le Domaine de l'Asnée

11 rue de Laxou ■ 54603 Villers-Lès-Nancy ■ 03 83 27 61 05



JEUX OLYMPIQUES 2024

L'entrepreneuriat français à l'aube d'une opportunité sans précédent ■

EN 2024, LA FRANCE SERA LE THÉÂTRE DES JEUX OLYMPIQUES, UN ÉVÉNEMENT MONDIAL MAJEUR QUI SUSCITE UNE EFFERVESCENCE SANS PRÉCÉDENT. POUR LE MONDE ENTREPRENEURIAL FRANÇAIS, CETTE CÉLÉBRATION SPORTIVE REPRÉSENTE BIEN PLUS QU'UNE SIMPLE COMPÉTITION : ELLE S'ÉRIGE EN UN CATALYSEUR ÉCONOMIQUE PROMETTANT CROISSANCE ET OPPORTUNITÉS. ALORS QUE LE COMPTE À REBOURS EST LANCÉ, COMMENT LES ENTREPRISES SE PRÉPARENT-ELLES À EXPLOITER CE MOMENT HISTORIQUE ?



© Adobe Stock

DIVERSIFICATION DES ACTIVITÉS

La diversification apparaît comme une stratégie clé pour les entreprises françaises à l'approche des Jeux Olympiques. Les secteurs de la construction, de l'hôtellerie, de la restauration et des transports se mobilisent pour répondre à la demande croissante engendrée par l'événement. Projets de construction novateurs, préparation des hôtels à accueillir un flux mondial de visiteurs et amélioration des infrastructures de transport témoignent de cette effervescence préventive.

INNOVATION ET TECHNOLOGIE

Les Jeux Olympiques deviennent le terrain d'expression privilégié de l'innovation et de la technologie pour de nombreuses entreprises françaises. En effet, des investissements substantiels dans la recherche et le développement sont déployés dans les secteurs des télécommunications, de la sécurité, de la logistique et même du sport. La réalité virtuelle, la 5G et les applications mobiles dédiées aux Jeux

Olympiques se dessinent comme des atouts majeurs pour une expérience spectateur et athlète inédite.

MARKETING ET COMMUNICATION

La scène internationale offerte par les Jeux Olympiques constitue une opportunité inestimable pour le marketing et la communication. C'est la raison pour laquelle plusieurs entreprises aspirent à devenir partenaires officiels ou à sponsoriser des équipes et athlètes, cherchant à capitaliser sur une visibilité mondiale pour renforcer leur image de marque. Campagnes publicitaires et actions de communication élaborées rivalisent déjà d'ingéniosité pour marquer les esprits dans cet environnement concurrentiel.

RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

En parallèle de la préparation intensive aux Jeux Olympiques, les entreprises françaises se concentrent sur leur Responsabilité sociale et environnementale (RSE).

Conscientes de l'impact potentiel sur l'environnement et la société, elles intègrent des initiatives durables dans leurs plans d'action. Des projets visant à réduire l'empreinte carbone, à favoriser l'inclusion sociale, et à promouvoir des pratiques commerciales éthiques sont au cœur des préoccupations. Cette dimension éthique et responsable s'inscrit dans une démarche visant à laisser un héritage positif après la clôture des Jeux Olympiques, contribuant ainsi à la construction d'une image entrepreneuriale responsable et engagée.

IMPACT À LONG TERME

Au-delà des retombées immédiates, les entreprises anticipent les avantages à plus long terme découlant des Jeux Olympiques 2024. L'amélioration des infrastructures, la croissance du tourisme et l'accroissement de l'attrait de la France en tant que destination d'affaires figurent parmi les retombées économiques envisagées. Les investissements se portent également sur des projets durables visant à pérenniser l'impact positif sur l'économie et la société françaises. Représentant une opportunité inouïe pour le monde entrepreneurial français, les Jeux Olympiques 2024 ne se limitent pas à un simple événement sportif. Ces derniers s'érigent en un véritable moteur de croissance et d'opportunités pour l'économie française, marquant une page mémorable dans le livre de son développement économique. La France se positionne ainsi pour vivre une période exceptionnelle, avec des entreprises déterminées à briller sur la scène internationale. Pour ce faire, les entreprises se préparent à diversifier leurs activités, à innover, à investir massivement dans le marketing et la communication, à anticiper les retombées à long terme de cet événement historique, mais aussi à se mobiliser de plus en plus en faveur du développement durable et de la responsabilité sociale.

FED



TOURISME

Les professionnels régionaux tentent d'anticiper ■

QUEL TOURISME POUR LES ANNÉES À VENIR DANS LA RÉGION ? HISTOIRE DE TENTER D'Y RÉPONDRE, L'AGENCE RÉGIONALE DE TOURISME GRAND EST VIENT D'ORGANISER LES PREMIÈRES RENCONTRES RÉGIONALES DU TOURISME FIN OCTOBRE À METZ. NOM DE CODE : FOCUS TOURISME. LE POINT AVEC HENRY LEMOINE, LE PRÉSIDENT DE L'AGENCE RÉGIONALE DE TOURISME GRAND EST.

«Ce rendez-vous a démontré l'incroyable vitalité des offreurs d'expériences touristiques, la capacité du secteur touristique à s'adapter aux enjeux de demain, la convergence intelligente entre l'offre et la demande, le haut niveau d'expertise déployé collectivement, les regards prospectifs portés sur le tourisme et ses bouleversements en cours et à venir.» Bilan tiré par Henry Lemoine, le président de l'Agence régionale de tourisme Grand Est (ART GE) de la première édition de Focus Tourisme, les premières rencontres régionales du tourisme dans la région fin octobre à Metz. Les synergies entre les différents acteurs apparaissent donc en marche pour celui qui a pris la présidence en septembre dernier de cette agence. «L'agence a un double rôle. Le premier est de mettre en œuvre la politique touristique de la Région et le deuxième est celui d'animer un réseau et donner les outils nécessaires aux acteurs du tourisme pour s'adapter aux nouveaux usages de ce secteur moteur pour l'attractivité et le développement économique du territoire.»

STRATÉGIE DU SMART TOURISME

Focus Tourisme entend s'afficher comme le point de départ d'un réel travail en commun entre les différents acteurs de tous les territoires de la région. «Il est indispensable

que les gens se rencontrent et travaillent de concert pour élaborer une offre touristique pertinente.» Reste à trouver la bonne direction à prendre. Dans un contexte de profonde transformation, notamment dû aux impacts de la crise sanitaire, le virage vers un Smart tourisme, un tourisme intelligent mêlant tourisme durable et responsable et tourisme numérique et digitalisé est clairement pris. Objectif affiché de l'ART GE : installer la Région Grand Est dans le top 3 français, le top 5 européen et le top 10 mondial des Smart destination à l'horizon 2025. «Notre région a encore trop souvent l'image de terres industrielles et nous ne connaissons pas suffisamment, et ne mettons pas d'une façon optimale nos atouts en avant.» Histoire de mettre en œuvre cette stratégie touristique, l'ART GE a déjà mis en œuvre des outils innovants à l'image de sa plateforme d'accélération à la commercialisation (www.explore-grandest.com). «L'agence se positionne en apporteur de projets, de solutions et d'affaires tout en proposant une démarche d'accompagnement.» Le tout en lien avec le Club Croissance Tourisme Grand Est regroupant les différents professionnels du secteur le Club Nova Tourisme Grand Est ciblés sur les institutionnels. D'autres projets sont aujourd'hui



«L'agence se positionne en apporteur de projets, de solutions et d'affaires tout en proposant une démarche d'accompagnement», assure Henry Lemoine, le président de l'Agence régionale de tourisme Grand Est.

en cours et devraient être opérationnels dans les prochains mois. «Nous allons réaliser une enquête marketing des clients pour mieux connaître les publics, leur profil, leur comportement. Un important travail sur l'e-réputation est également en cours.» L'agence déploiera également un Parcours prestataire durable. «Il permettra à un prestataire de se situer sur une échelle de durabilité et d'évoluer via un accompagnement spécifique.» Une nouvelle offre de formation à destination des professionnels du secteur via le programme Explore Grand Est est également dans les tuyaux tout comme le prototypage de nouvelles offres de tourisme de groupes.

Emmanuel VARRIER

« Il est indispensable que les gens se rencontrent et travaillent de concert pour élaborer une offre touristique pertinente. »

Henry Lemoine, le président de l'Agence régionale de tourisme Grand Est.

The Mix : salon Mice des 4 frontières ■

Mice pour meetings, conferencing, exhibitions, en français dans le texte le secteur des rencontres professionnelles et d'affaires. Les 13 et 14 décembre The Mix, le salon Mice des 4 frontières (Grand Est, Allemagne, Luxembourg et Belgique) est annoncé au centre des congrès Robert Schuman à Metz. «Le tourisme d'affaires est un axe de développement indéniable», assure Henry Lemoine, le président de l'Agence régionale de tourisme Grand Est. Objectif affiché de l'événement : favoriser la rencontre et les affaires entre les acteurs de l'événementiel des quatre territoires transfrontaliers. Plus d'infos sur le : <https://www.themix-metz.com/fr/>



Focus Tourisme, les premières rencontres régionales du tourisme dans le Grand Est, se sont déroulées fin octobre à Metz. Objectif : construire le tourisme de demain dans la région.

© Focus Tourisme



BANQUES

Vers une nouvelle ère pour les banques en ligne ? ■

DANS L'UNIVERS BANCAIRE, LE TERME DE «PHYGITAL» EST SOUVENT UTILISÉ POUR METTRE EN AVANT CE MIX ENTRE CONSEIL PHYSIQUE ET SERVICES DIGITAUX. IL N'EN DEMEURE PAS MOINS QUE LES BANQUES EN LIGNE, APRÈS UN EFFET DE MODE CERTAIN, ENTENDENT BIEN S'IMPOSER COMME LE MODÈLE DE DEMAIN. LES BANQUES CLASSIQUES SEMBLENT L'AVOIR BIEN COMPRIS ET Y VOIENT UN LEVIER DE CROISSANCE CERTAIN. LES RÉCENTS RÉSULTATS DE BORSOBANK (ANCIENNEMENT BOURSORAMA) LAISSENT PLANER L'INTERROGATION. AU TROISIÈME TRIMESTRE, L'ORGANISME BANCAIRE QUI APPARTIENT AU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, A ENREGISTRÉ PLUS DE 410 000 NOUVEAUX CLIENTS EN TROIS MOIS.



410 000 nouveaux clients en trois mois et captation d'un euro sur six déposés par les Français sur leurs comptes bancaires ! Les résultats de Boursobank (anciennement Boursorama) aujourd'hui propriété de la Société générale remettent en avant la question des banques en ligne dans l'univers bancaire. Un secteur où la concurrence s'organise. Les autres acteurs, à l'image de BforBank du Crédit Agricole ou encore d'Hello Bank de BNP Paribas, travaillent également sur une captation de nouveaux clients et une nouvelle approche. Affichant, lors de leur émergence il y a une vingtaine d'années, une image de clients, disons au compte en banque bien rempli, les banques en ligne ouvrent leur champ d'investigation histoire de capter une clientèle plus large. La conjoncture actuelle et le contexte inflationniste s'affichent comme vecteurs positifs dans cette nouvelle quête. D'après certaines enquêtes, les jeunes actifs aussi bien salariés qu'entrepreneurs apparaissent de plus en plus solliciter les solu-



Les banques en ligne pourraient connaître une nouvelle jeunesse après des échecs plus ou moins cuisants.

tions proposées par les banques en ligne. Banalisées par la multiplication des offres numériques des banques de réseau, les banques en ligne semblent donc amorcer le début d'une nouvelle jeunesse.

ADN PREMIER EN PÉRIL

«La multiplication du nombre d'acteurs dont la taille reste souvent très modeste laisse entrevoir un avenir jalonné de regroupements, fusions, absorptions dans le but naturel de rechercher des synergies. L'avenir des néobanques est indissociable de l'avenir du secteur bancaire dans sa globalité. En effet, toutes les banques sont par ailleurs engagées dans une transformation sans précédent qui est accélérée par la crise sanitaire», assurait un observateur du secteur il y a deux ans. Aujourd'hui le paysage apparaît commencer une mutation avec l'intérêt grandissant des banques classiques sur cette typologie de banques. La grande majorité des banques en ligne appartiennent à des banques traditionnelles même si lors de l'avènement de ce véritable mouvement bon nombre d'acteurs se sont lancés sur ce marché. Au départ de l'arrivée des banques en ligne dans les années 2000, elles s'affichaient

comme une alternative aux banques classiques tant en termes de canaux de distribution, elles sont 100 % numériques, que de tarifs souvent bas donc difficiles pour elles d'être rentables. Le développement de la tech, de l'IA, des services numériques au sein des banques classiques semblent avoir mis en péril l'ADN premier des banques en ligne. Dans sa dernière enquête, réalisée avec l'Ifop, sur «Les Français, leur banque, leur attentes», la Fédération bancaire française (FBF), on apprend que dans la région : «la crise sanitaire a encouragé 33 % des habitants de la région à consulter le site internet ou l'application de leur banque plus fréquemment qu'avant. Des usages qui sont stables depuis 2021.» Cette enquête révèle également que huit répondants sur dix reconnaissent le caractère innovant des banques. «L'évolution la plus marquée de l'an passé est la plus grande familiarité avec les possibilités d'échanges par tchat ou robot avec leur banque.» Des outils omniprésents au sein des banques en ligne. La grande question qui se pose aujourd'hui est de savoir s'il faut encore parler de banque en ligne car la quasi-totalité des acteurs de l'univers bancaire le font plus ou moins !

Emmanuel VARRIER

« Le développement de la tech, de l'IA, des services numériques au sein des banques classiques semblent avoir mis en péril l'ADN premier des banques en ligne. »

DEVENEZ MEMBRE DE RÉSEAU ENTREPRENDRE LORRAINE

PLUS DE 200 CHEFS D'ENTREPRISE
nous ont déjà rejoints
ET VOUS ?



Je suis membre de Réseau Entreprendre Lorraine depuis quelques années maintenant. J'apprends énormément en échangeant, en transmettant mes compétences à d'autres chefs d'entreprise. L'Humain est véritablement au coeur de cette association. J'encourage les entrepreneurs de mon entourage à nous rejoindre !

Enrik LAFONTAINE - Ambassadeur



REJOIGNEZ UN MOUVEMENT SOLIDAIRE

De plus de 14000 chefs d'entreprise humanistes et investissez-vous dans l'économie locale en devenant membre de Réseau Entreprendre Lorraine.



ENRICHISSEZ-VOUS AU CONTACT DES CHEFS D'ENTREPRISE

Avec plus de 60 événements et rencontres de Réseau Entreprendre Lorraine chaque année (Lunchs, visites d'entreprises, conviviales, conférences...)



PARTAGEZ VOTRE PASSION D'ENTREPRENDRE

En étant dans l'action et l'échange.



ACCOMPAGNEZ LES NOUVEAUX ENTREPRENEURS ET CEUX QUI CONNAISSENT UNE FORTE CROISSANCE

Transmettez-leur votre expérience et votre savoir-faire.



METTEZ EN AVANT VOTRE ENTREPRISE ET VOS ACTUALITES

Après des entrepreneurs du réseau.



POUR CRÉER DES EMPLOIS,
CRÉONS DES EMPLOYEURS



ASSURANCE

Adaptation continue, les entreprises vont-elles en faire les frais ? ■

FACE À LA FLAMBÉE DU COÛT DES CATASTROPHES NATURELLES POUR LES ASSUREURS, LES PORTEURS DE RISQUES SE MONTRENT PLUS VIGILANTS QUANT AUX SINISTRES LIÉS AUX ÉPISODES MÉTÉOROLOGIQUES DE PLUS EN PLUS FRÉQUENTS ET CÔUTEUX. SELON L'ASSOCIATION DE MANAGEMENT DES RISQUES ET DES ASSURANCES DE L'ENTREPRISE (AMRAE), LES NÉGOCIATIONS DES ASSUREURS AVEC LES RÉASSUREURS DEVRAIENT ÊTRE DIFFICILES, NOTAMMENT, POUR LE RENOUVELLEMENT CHEZ LES COMPAGNIES GÉNÉRALISTES.

LE COÛT DES ASSUREURS EN 2023 CULMINE À 10 MILLIARDS D'EUROS

Sur la base de ce constat, «Future Risks Report» de l'année 2023, une étude d'Axa, publiée le 30 octobre dernier, indique que la majorité des acteurs de l'assurance citent les événements climatiques dévastateurs comme principale source d'inquiétude dans le futur. Dans ce rapport, il faut tenir compte d'un contexte mondial général où le changement climatique est en tête des risques jugés les plus probables dans les cinq à dix ans à venir. Concrètement la récurrence des événements climatiques extrêmes a généré une montée en flèche des indemnisations. Ainsi, la facture climatique de 2022 a dépassé 10 milliards d'euros (contre 3,6 milliards en moyenne les dix années précédentes). De même pour la grêle dont le coût a culminé à 5 milliards d'euros sans oublier, bien évidemment, 2,9 milliards de dépenses dû au retrait-gonflement des sols argileux, lié à la sécheresse. A la suite de ces données, les assureurs ont été contraints d'adapter leurs stratégies en fonction des aléas climatiques et selon les zones géographiques.

PERSPECTIVES 2024 : LES ASSUREURS SONT CONTRAINTS À S'ADAPTER

Au global, les compagnies d'assurance misent sur deux leviers pour pérenniser le système, entre autres, la prévention dont les résultats sont attendus à long terme et l'augmentation des primes d'assurances. Face à cette situation, les experts de la Caisse centrale de réassurance (CCR), détenue par l'État, plaident pour une augmentation significative de la surprime Cat Nat, soit une hausse de 12 % à 22 % pour les contrats MRH (multirisques

habitation) et de 6 à 16% sur les voitures. Une majoration jugée indispensable pour maintenir l'équilibre financier du régime ainsi que son efficacité. Pour plaider pour cette majoration, le CCR s'appuie sur la hausse prévisible de la sinistralité d'ici 2050 à cause des changements climatiques. De la sorte, le régime dédié aux catastrophes naturelles (Cat Nat) sera confronté à un déficit de financement inquiétant, estimé à 420 millions d'euros par an. De son côté, la Fédération France Assureurs (FFA) a proposé une hausse moins drastique de 12 % à 18 % de la part de la prime d'assurance annuelle. À noter que ces mesures suscitent des inquiétudes du côté des assurés qui pourraient se retrouver avec une majoration de la surprime à la réception de l'avis d'échéance. Dans un contexte inflationniste accentué par un environnement géopolitique particulièrement instable, les perspectives 2024 restent incertaines quant à la hausse des primes, ainsi que les dispositions particulières des contrats pouvant faire l'objet de réduction de garanties et de hausses de franchises.

QU'EN EST-IL DES ASSURANCES DES ENTREPRISES ?

Alors que les entreprises sont actuellement en plein renouvellement de leurs contrats d'assurance pour 2024, la CCR poursuit sa pression pour stabiliser le marché ce qui, à priori, aura une incidence sur les renouvellements 2024. À présent, les captives^(*), sont en tête des solutions pour les secteurs en difficultés (Flotte automobile, le transport public de passagers, la filière bois, le traitement des déchets, les industries cosmétique et pharmaceutique et le secteur des énergies renouvelables). «*Trouver des solutions d'assurance est devenu tellement compliqué pour ces secteurs d'activité que la solution des captives de réassurance est*



devenue un instrument très intéressant pour organiser leur gestion et leur transfert des risques», explique François Beaume, vice-président de l'AMRAE. Les captives figurent parmi les options les plus intéressantes, grâce à leurs avantages fiscaux et financiers. Outre le cadre fiscal avantageux offert par ce modèle, d'autres avantages encouragent les entreprises à opter pour une auto-assurance tel que la possibilité de couvrir des risques difficilement ou non-assurables sur le marché et l'optimisation du coût. En somme, subir une majoration de prime d'assurance poussera certainement les entreprises à faire jouer la concurrence et changer d'assureur. Un courtier d'assurance spécialisé en assurance multirisque professionnelle reste, en l'occurrence, le meilleur allié des chefs d'entreprise. Son expertise et les liens qu'il a développés avec les porteurs de risques lui permet de dénicher des offres plus avantageuses pour ses clients.

^(*) Les captives d'assurance, ou de réassurance, sont des filiales de groupes non assurantiels (industriel, commercial ou de services, destinée à couvrir exclusivement les risques du groupe auquel elle appartient). Selon la définition de l'article L. 350-2 du code des assurances, elles assurent - ou réassurent, tout ou partie des risques auxquels sont exposés le groupe et ses filiales.

VOTRE ACTIVITÉ À L'INTERNATIONAL EN TOUTE SÉCURITÉ

Entreprendre à l'international n'est pas réservé aux grandes entreprises. De nombreuses PME/PMI se tournent vers l'exportation pour trouver de nouvelles sources de développement.

Développer une activité hors des frontières nationales, c'est aussi s'exposer à des risques nouveaux qui peuvent fragiliser ou mettre en cause la pérennité de l'entreprise.

La gestion de ces risques passe notamment par l'accompagnement d'un assureur spécialisé qui saura mettre en place les couvertures adaptées.

Bénéficiez de l'expertise d'un assureur spécialiste des risques à l'international

- **Une analyse approfondie des risques de l'entreprise :** activités, pays concernés, modes de distribution (en direct, via des distributeurs ou des implantations).
- **La rédaction d'un programme d'assurance complet adapté** à vos activités et à vos projets de développement à l'international.
- **Une analyse comparative** avec les solutions en place.
- **Un accompagnement** dans la souscription et la gestion de vos contrats d'assurance.

03 83 40 18 23

info@hinault-assurances.com

11 bis av. de Boufflers 54000 Nancy
Orias n°07013455 - Agent général



Jean-Claude Hinault
assurances



BIEN-ÊTRE

Un marché en plein essor ■

EN PLEINE ÉVOLUTION, LE SECTEUR DU BIEN-ÊTRE CONNAÎT UN DÉVELOPPEMENT CONSTANT MALGRÉ UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE PARFOIS DIFFICILE.

Le secteur du bien-être s'est développé grâce à sa réponse aux besoins d'une clientèle, à la recherche d'un moment de détente et de sérénité. D'après une étude établie en 2015 par le Global Wellness Institute, cette industrie représente à l'échelle mondiale 3,72 billions de dollars. En progression depuis 2013, elle enregistre en France une croissance constante depuis 2018 de l'ordre de 7 % chaque année.

POUR AMÉLIORER SON BIEN-ÊTRE

La société est devenue de plus en plus anxiogène et sont de plus en plus nombreux celles et ceux qui ressentent souvent ou occasionnellement un niveau intense de stress. Afin de se débarrasser de cet état d'inquiétude ou de tension mentale, causée principalement par une situation difficile, de nombreuses personnes s'orientent vers le marché du bien-être pour trouver des outils pratiques pour se sentir mieux. Plusieurs secteurs d'activité font partie de ce marché, notamment le tourisme de bien-être, le sport, la relaxation, la cosmétique, la nutrition, la médecine complémentaire et alternative, la diététique ainsi que les spas et le thermalisme. Dans le tourisme du bien-être, le tourisme médical évolue rapidement, particulièrement dans le domaine de l'esthétique.

LE BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL

En France, les salariés qui souhaitent disposer d'espaces de repos sont de plus en plus fréquents. Pour répondre à ce besoin, certaines sociétés ont mis en place des micro-siestes, des structures prouvées scientifiquement efficaces dans l'amélioration de la productivité des salariés. Le bien-être mental connaît aussi un fort engouement chez les dirigeants d'entreprises. Certaines entreprises sont en voie de démocratiser la réalisation en interne de séances de méditation, de sophrologie ou de yoga, pour aider leurs collaborateurs à éliminer les charges mentales, qui peuvent engendrer, en cas d'accumulation, des situations de burn-out. Le sport constitue aussi un véritable moyen pour fidéliser les salariés, notamment par la



mise en place des équipements de sport et la planification d'un temps pour la pratique en milieu de travail. Alors que les grands groupes peuvent aménager une salle de sport ou mettre à leur disposition un abonnement pour améliorer leur bien-être, les PME et les TPE manquent parfois de moyens humains et financiers pour programmer des activités dédiées à l'épanouissement physique de leurs collaborateurs.

LA DEMANDE CROISSANTE SUSCITE L'INTÉRÊT DE PRESTATAIRES

Face à la forte demande, des entreprises au service du bien-être et de la qualité du travail ont étoffé leurs catalogues avec des ateliers de détente, des massages, des séances pour pratiquer une activité sportive, des animations ludiques ou encore des conférences. De nombreux prestataires indépendants cherchent à prendre leur place aux côtés des grossistes, dont des professionnels de santé, des coaches, des pratiquants de méditation, d'anciens cadres d'entreprises reconvertis en conseillers, etc. Afin de proposer des séances en

entreprises, plusieurs plateformes ont vu le jour, comme Le Bon Coach, qui vise à améliorer la performance, l'engagement et l'épanouissement des salariés d'entreprises.

SPA : 77,6 MILLIARDS DE DOLLARS GÉNÉRÉS PAR AN

Le marché du spa et de bien-être génère en moyenne 77,6 milliards de dollars par an. Considéré auparavant comme un produit de luxe, le Spa est aujourd'hui accessible à tous. Classée au 2e rang au niveau européen, après l'Allemagne et à la 4e position à l'échelle mondiale, la France compte plus de 9 000 spas. Ces structures proposent une offre diversifiée qui inclut entre autres, massage, soins de visage, options de cryothérapie et piscine. En France, les hôtels cinq étoiles sont de plus en plus équipés de spa. Selon une étude menée par le Stanford Research Institute, les Spas constituent un socle de développement économique au sein des hôtels haut de gamme. Près de 1,5 million de visites sont réalisées annuellement dans les spas des hôtels français, soit un chiffre d'affaires de plus de 150 millions d'euros.

JM



Aux Portes de l'Eden

Massages, Hammam, Beauté

Pour les fêtes de fin d'années remerciez vos collaborateurs en leurs offrant des chèques cadeaux bien-être !

- Centre de bien-être et de relaxation
- Produits BIO et Made in France
- 15 années d'ouverture
- Maître artisan

www.auxportesdeleden.fr
18 rue du Chanois
54280 SEICHAMPS
03 83 30 64 77